



Vous avez tout faux, Madame Le Pen!

Mme Le Pen fait miroiter la promesse de « rendre 40 milliards d'euros aux Français ». Pour la financer, elle met en avant trois mesures emblématiques : la sortie de l'euro, la taxation des importations, l'arrêt de l'immigration. En un mot pour elle, « l'étranger paiera » ! La promesse relève en tout point de l'escroquerie.

Première mesure, « sortir de l'euro ». La monnaie européenne serait remplacée par un « nouveau franc » immédiatement dévalué au bas mot de 20 %. Le FN reprend à son compte la vieille recette de la dévaluation au détriment des travailleurs. Dévaluer conduit à une hausse des prix, obérant avant tout le pouvoir d'achat des salariés, des privés d'emploi et des retraités. Dévaluer provoque une hausse des taux d'intérêt qui alourdit la charge de refinancement de la dette dont les deux tiers sont détenus par les non-résidents. Enfin, la perte de valeur de la monnaie rend attrayant le rachat par des capitaux étrangers des entreprises nationales.

La dévaluation a été mise en oeuvre à dix reprises, en France, depuis 1944. Elle a toujours caché une ponction dans les poches des travailleurs. La dévaluation signifie que la valeur de la force de travail des salariés français diminue par rapport à la valeur de la force de travail des salariés des autres pays. Son but principal a toujours consisté à permettre aux capitaux de préserver leur rentabilité financière.

Deuxième mesure, instaurer une taxe de 3 % sur les importations. C'est la version made in France des taxes de Trump qui poussent à la hausse des prix internes. Taxer indifféremment les importations du Bangladesh, du Canada et de l'Italie n'est, de plus, pas très rationnel. Car, si certaines importations peuvent être remplacées par des productions françaises, d'autres ne le peuvent pas. Pas sûr non plus que les travailleurs des secteurs industriels dont 4 emplois sur 10 dépendent des échanges extérieurs, soit par l'importation soit par l'exportation, y trouvent leur compte.

Troisième mesure, stopper l'immigration parce qu'elle est coûteuse. Cette affirmation est tout simplement fautive. L'immigration ne coûte pas mais, au contraire, nous rapporte. Le calcul est simple. Côté dépenses : les retraites, les aides au logement, le RMI, les allocations chômage, les allocations familiales, les prestations de santé, l'éducation... soit un total de 48 milliards d'euros. En revanche, les immigrés reversent au budget de l'État et aux caisses de la Sécurité sociale, par leur travail, des sommes nettement plus importantes : impôts, CRDS, CSG, cotisations sociales... pour un total de 60 milliards d'euros.

Le repli de Mme Le Pen sur les frontières ne protégera donc pas le pouvoir d'achat des travailleurs, mais enfoncera le pays dans la guerre économique. Un vrai « patriotisme » ne consiste pas en un repli aux relents xénophobes, mais suppose de s'attaquer à la puissance de ces grandes firmes qui génèrent une concurrence exacerbée dans l'espace international.

Le programme économique du FN, comme ce fut le cas dans l'histoire contemporaine avec le boulangisme et le poujadisme, sert à camoufler la vraie cause des problèmes, la politique de dévalorisation du travail au profit des détenteurs de capitaux qui a abouti aujourd'hui à un développement sans précédent de la précarité et des bas salaires, et, parallèlement, à un accroissement des inégalités sociales. Pour faire barrage à Mme Le Pen, c'est bien à ces questions qu'il faut s'attaquer sans attendre.

STOPPER L'IMMIGRATION PARCE QU'ELLE SERAIT COÛTEUSE ?

FAUX !

**CÔTÉ DÉPENSES : 48 MILLIARDS D'EUROS,
CÔTÉ RENTRÉES : 60 MILLIARDS D'EUROS.**

(*) Économiste et syndicaliste.